

FRONT RÉPUBLICAIN DE GUINÉE

*11 RUE CAILLAUX / GBESSIA OLYMPIO
PARIS – 75013 / CONAKRY – GUINÉE*

frontrepublicaincitoyen@gmail.com

622 08 07 73

MEMORANDUM D'ENTENTE ET DE COLLABORATION



PARIS, OCTOBRE 2021

MEMORANDUM D'ENTENTE ET DE COLLABORATION

Nous, membres, sympathisants, amis et alliés du **Front Républicain de Guinée** réunis ce jour du 02 octobre 2021 en vue d'émettre des propositions concrètes et crédibles, conformément à l'appel lancé à toutes les forces vives de la Nation par le Comité National du Rassemblement pour le Développement.

- Inspirés par la noble lutte des Pères Fondateurs de la République (Ahmed Sékou Touré, Elhadj Saïfoulaye Diallo, Lansana Béavogui, Hadja Mafory Bangoura, Moussa Diakité, Mamba Sanoh, Mamadi Sagno, Abdourahmane Diallo, Abdoulaye Ghana Diallo, Bruno Bangoura, Nfamara Keita, Barry 3...)
- Inspirés également par leur vision et celle de leurs homologues panafricanistes (Kwamé N'Krumah, Modibo Keita, Julius Nyérére, Samora Machel, Mouamar Kadhaffi, Thomas Sankara, J. Jerry Rawlings...) pour une Afrique unie, libre, indépendante et prospère au sein de la Grande République des États-Unis d'Afrique.
- Considérant le putsch du 5 décembre 2021 comme une rupture de l'ordre constitutionnel, et considérant l'appel aux concertations comme une démarche démocratique dans un régime d'exception.
- Considérant la nomination d'un premier ministre de renommée internationale comme une volonté affichée de sortir notre pays de cet état de déliquescence dans lequel il est plongé depuis des décennies
- Soucieux cependant de la préservation des acquis de l'indépendance nationale, de la stabilité de notre pays et de sa bonne marche vers le développement économique et social
- Guidés par la volonté de refondation de la Nation et de l'édification d'une société égalitaire et démocratique au sein d'une nouvelle République.

Décidons de soumettre à l'appréciation du président et des membres du Comité National du Rassemblement pour le Développement, ce mémorandum de propositions tant sur le fond que sur la forme, en vue d'une collaboration franche et sincère.

➤ Mais avant, faisons un état des lieux

Notre pays est confronté à 5 défis essentiels : **la réalisation effective de l'unité nationale, la mise en place d'un système de gouvernance éthique, l'édification d'une société égalitaire et démocratique, la décadence de l'élite nationale et l'influence nocive des forces exogènes.** Ce qui contraste avec les dizaines de milliards mobilisés en terme de richesse nationale. L'énorme décalage entre la richesse nationale amassée ces dernières années et le niveau et conditions de vie des populations guinéennes est symptomatique du niveau de délinquance financière qui a enfoncé ce pays.

En effet, si en onze ans de gouvernance, le régime du RPG a réussi à décupler notre richesse nationale, en nous faisant passer de 6 milliards de dollars us en 2010 à 18 milliards \$ us en 2020 ; s'il a réussi à améliorer la desserte électrique en partant de 110 mégawatts à environ 1000

mégawatts en 2020 ; sans parler de la relative amélioration des infrastructures à l'intérieur du pays ou du retour de notre pays dans le concert des Nations... il reste à préciser cependant que ces performances, en l'occurrence celles économiques, n'ont pas eu assez d'impact sur le quotidien du citoyen. L'échec de la redistribution équitable des ressources a abouti à la division de notre société en deux grands pôles ; une clique de super riches et une écrasante majorité de laissés pour compte vivant dans la misère extrême. Sans parler de multiples violations de liberté avec son lot de crimes politiques et économiques.

Vous conviendrez donc avec nous que notre système de gouvernance est à bout de souffle et qu'une refonte totale est nécessaire. Et pour ce changement radical de système, « **une révolution démocratique à l'Africaine semble être l'ultime recours** ». Ne nous y trompons pas ! La révolution, ce n'est pas l'insurrection, mais bien un changement qualitatif dans le but de l'amélioration des conditions de vie des masses. Notre option donc, c'est la réalisation par la révolution citoyenne, d'une nouvelle République au sein de laquelle émergera une société égalitaire.

Nous fondant ainsi sur les cinq axes de votre déclaration, à savoir: **la rédaction d'une nouvelle constitution, la refondation du système politique, la refondation de l'État, la lutte contre la corruption et l'assainissement du fichier électoral**, nous vous soumettons nos propositions de façon thématique ainsi que nos recommandations. A votre guise!

1. Pour la Refondation de l'État

La refondation de la Nation Guinéenne est une vision et une conviction collective, une volonté profonde de sortir notre peuple de cette spirale de la haine qui a fini par miner notre fraternité Républicaine. Il s'agit là d'un engagement à réunifier de façon sincère et pérenne, toutes les composantes de la Nation, tous les enfants de la République au-delà de leurs appartenances confessionnelles, politiques ou ethniques. Il s'agit de raffermir les liens de la fraternité républicaine.

Aujourd'hui, chaque guinéen raconte les faits et événements passés à sa guise au point qu'il n'y ait plus consensus sur notre histoire, la mémoire collective n'existe presque plus. En effet, si pour les uns notre passé n'est que tumultueux, c'est à dire une succession de rendez-vous manqués et de crimes politiques, pour d'autres, notre passé n'a connu rien de tragique, rien de triste, aucune victime, tous les mis en cause en étaient pour quelque chose...circulez, il n'y a rien à voir. Ce qui est pourtant faux ! Archi-faux ! C'est d'ailleurs cette sélectivité flagrante et cette négation méprisante face aux douleurs de nos compatriotes qui sont à l'origine de beaucoup de frustrations sociales. Ce projet constitue en cela une réponse à cette épineuse problématique. Il s'inscrit en droite ligne du rétablissement de la mémoire collective sur la base de la vérité historique.

Hormis cet aspect mémoriel, la haine consanguine a atteint son paroxysme en Guinée. Par la faute des comportements et discours incendiaires, notre Nation n'existe presque plus. Le sentiment d'appartenance à la Nation a laissé place au sentiment d'appartenance ethnique.

● L'organisation d'une Conférence Nationale Souveraine

L'organisation d'une conférence nationale souveraine est la première étape du projet de la refondation de la Nation. Il s'agit d'un débat contradictoire, un projet à deux volets : le premier est destiné à ce que nous appelons le « **grand pardon** », il s'agit de corriger les erreurs du passé, panser les plaies, rétablir ce qui nous a opposé pendant des années. Le deuxième volet consiste à poser les bases solides d'une nouvelle Nation au sein d'une nouvelle République. C'est à dire repenser le Guinéen d'aujourd'hui pour en engendrer celui de demain. Il est donc clair que notre projet va au delà d'une simple réconciliation concernant les crimes politiques du passé, le projet vise l'établissement d'une nouvelle République, d'un nouvel état esprit, d'un nouveau modèle économique, d'une nouvelle forme démocratique...

Pour réussir ce pari, celui de la refondation de la Nation, nous avons mis en priorité dans notre plan d'action, l'Organisation de cette Conférence Nationale qui verra la participation de tous les pouvoirs institutionnels du Pays, la société civile, les témoins potentiels de l'histoire de la Guinée, les potentielles victimes ou héritiers... Le premier volet aura un triple intérêt

- La phase initiale de cette Conférence verra la réhabilitation de toutes victimes. Identifiées, toutes les victimes seront réhabilitées dans leur dignité sans tenir compte de leur appartenance ethnique, dédommagées en fonction de l'injustice qu'elles auraient subies. Celles dont les biens avaient été confisqués verront leurs biens leur revenir ou revenir à leurs ayants droits. Une journée commémorative sera décrétée et une place symbolique sera inaugurée pour organiser des commémorations annuelles en leur honneur. Cette action permettra de panser les plaies, d'apaiser les cœurs, et raffermir les liens de fraternité entre les fils et les filles de la République, mais surtout nous rappeler « plus jamais ça en Guinée ». La nouvelle Nation que nous ambitionnons, résultera impérativement d'une cohésion sociale sans faille et d'une volonté exprimée de toutes les franchises de notre société.

- La deuxième portée de cette Conférence nationale sera la découverte de la vérité dans toutes ses dimensions dans le but de réhabiliter la mémoire collective. Il est à regretter que certaines de ces péripéties continuent de faire l'objet de falsification subjective destinée à corrompre la mémoire collective et à fragiliser la colonne vertébrale de l'Unité nationale. Si certains s'inscrivent dans la négation de la douleur de nos compatriotes, d'autres par contre sont dans une démarche d'exagération de ces événements ou de récupération politique. C'est contre cette fourberie anti progressiste que s'insurge le Front Républicain car l'on ne peut prétendre être « Républicain » sans avoir au centre de ses préoccupations la défense de l'intérêt supérieur de la Nation. Tous, nous sommes unanimes avec Joseph Ki-Zerbo lorsqu'il affirme : « un peuple sans histoire, est un monde sans âme ». L'on ne peut ab subito vouloir la justice sans au préalable de la manifestation de la vérité sinon on tombe dans le biais du vice de procédure. Ce sera donc la meilleure occasion de faire la lumière sur tous les passages obscurs et dénaturés de notre passé partagé afin d'écrire de façon consensuelle, les pages du Passé glorieux pour un futur radieux.
- La phase finale de ce projet vise la mise en place d'un mécanisme de protection de la Nation. Il s'agit des gardes fous juridiques et sociologiques de la prévention et de la répression de tout comportement pouvant porter atteinte aux valeurs et symboles de la Nation, à la sauvegarde de l'unité et de la citoyenneté Guinéenne, à la préservation des libertés individuelles et collectives, pour que plus jamais notre peuple n'ait à souffrir de telles atrocités. Nous comptons soumettre au parlement un projet de loi dénommé « **loi de la protection de la Nation** » qui puisse contraindre les politiques dans leurs démarches, discours et comportements, à tenir compte de la préservation du tissu social et de la dignité humaine du Guinéen.

● Établir un contrat social

C'est le deuxième volet de notre projet de refondation de l'État. Il s'agit de mettre en place les bases d'une nouvelle société nationale, d'établir un nouveau contrat social entre les différentes composantes de la Nation et entre l'État et les administrés. Il s'agit en pratique, de produire un nouveau modèle de société, un système politique nouveau, de réorganiser l'économie, de refonder le système éducatif...

● Suppression des coordinations nationales/Création du conseil National des sages

En 2018, nous avons publié une tribune dans laquelle nous avons invité les autorités de l'époque à dissoudre les coordinations régionales, et en lieu et place, de créer et institutionnaliser un conseil national des sages. Cet appel fut entendu. Ainsi dans la constitution controversée de 2020, la création d'un conseil des sages et des territoires fut prévue. Sans triomphalisme, nous étions heureux d'avoir été entendus sur cette question sociétale. Il faut préciser que l'intérêt de notre action, C'est justement la préservation de l'unité et de l'indépendance nationale.

Nous vous faisons, à vous aussi, la même proposition. Les coordinations régionales sont de véritables lobbys ethniques qui influencent négativement la vie politique nationale, au grand dam de la cohésion sociale. Des vieux opportunistes, souvent inconscients de l'impact de leurs discours et comportements, mettent en danger la fraternité républicaine. L'histoire nous a révélé le caractère nauséabond et pyromane de ces nébuleuses. Raison pour laquelle nous proposons la création et l'institutionnalisation d'un conseil national des sages regroupant toutes les notabilités du pays. Ce

conseil aura un rôle consultatif, et sera interdit de toute immixtion dans la sphère politique nationale. Son rôle sera délimité dans la constitution et lorsqu'il s'exprime, ce sera au nom de toute la Nation.

● La moralisation de la vie publique

En Guinée comme ailleurs, l'émergence de grands hommes, ceux qui peuvent marquer leur époque et leurs sociétés nous renvoie souvent à l'histoire. Ils sont souvent la conjonction de trois éléments : la possession d'un grand caractère, la disposition de grandes compétences et l'existence de circonstances exceptionnelles. Plus que des compétences en droit, en économie et en gestion, la Guinée a besoin d'hommes et de femmes dotés d'une nouvelle conscience nationale, d'un nouvel état d'esprit, c'est à dire une autre conception de la vie citoyenne. Une conscience basée sur la philosophie sociale des Pères Fondateurs « **Servir la Patrie** » ou « **l'intérêt général** »

Nous ne vous apprenons rien lorsque nous disons que les Hommes d'État qui font la différence sont ceux qui ont les yeux rivés sur tout un siècle, et qui réussissent à rassembler autour d'eux des compétences pour mettre en œuvre leur projet. Nous ne vous apprenons rien lorsque nous disons que l'échec de la Guinée dépasse la seule personne du professeur Alpha Condé. Il s'est installé au sommet de l'État, une élite politique, économique, intellectuelle et même religieuse qui privilégie ses intérêts. Elle est responsable de l'état de déliquescence dans lequel se trouve notre pays aujourd'hui. Vous n'avez pas manqué de le rappeler à la face du monde : « **nous avons échoué** ». **Vous aviez raison Colonel, la Guinée est malade de ses élites.**

Monsieur le Président, notre pays a été trahi par ses fils. Rares sont ceux qui se battent pour sa gloire, pour le bien-être des masses, pour la défense de l'intérêt général. Nous avons un système, mis en place pour servir les caprices d'une l'élite déconnectée des réalités populaires. L'élite a trahi sa mission de s'attaquer aux phénomènes qui influencent la vie des citoyens, l'élite se sert aujourd'hui au lieu de servir. Faut-il créer une nouvelle élite?

- ✓ Nous pensons quant à nous, qu'il faut commencer par promouvoir d'abord un nouvel état d'esprit pour engendrer un guinéen nouveau. Il faut promouvoir une nouvelle conscience nationale, une conscience basée sur la pensée politique des Pères Fondateurs. Sinon le renouvellement de l'élite sans changement de mentalités risque d'être un coup d'épée dans l'eau
- ✓ Il faut renforcer la formation citoyenne à la base. Il faut enseigner les vertus du patriotisme à l'école, renforcer les enseignements de la morale à l'école. Ce guinéen nouveau qui deviendra demain haut commis de l'État ou élu du peuple, doit avoir été moulé et façonné à servir l'intérêt général. Le système éducatif doit être adapté à servir ce dessin.
- ✓ Il faut éviter le remplacement. La solution n'est pas remplacer les cadres de la mouvance par ceux de l'opposition. Tous les cadres de la mouvance ne sont pas pourris, tous ceux de l'opposition non plus ne sont pas des lumières. Il y a des bons et des pourris partout. La solution est de choisir des patriotes et les plus brillants de tous les bords. En cela, nous saluons votre volonté de choisir des hommes nouveaux.
- ✓ Instaurer un code d'éthique pour le recrutement des hauts fonctionnaires. En effet, des critères de nomination doivent être définis dans le but de s'assurer que ceux qui seront au sommet de l'État soient des hommes irrécusablement propres.
- ✓ Faire un audit de la classe politique actuelle. Nous avons une classe politique infecte, il faut la purifier pour que la politique retrouve son caractère noble. Tous ceux qui sont dans l'arène politique et qui ont géré la chose publique doivent déclarer leurs biens et en clarifier la provenance.

- ✓ Tous ceux et toutes celles ayant fait l'objet de condamnation de par le passé pour des faits avérés, doivent être frappés d'inéligibilité.

● De la réhabilitation des Pères Fondateurs

Il est à préciser par contre, que notre projet de réhabilitation dépasse les seules personnes du Président Sékou Touré et de ses compagnons. Notre projet va au delà de l'action courageuse de ceux qui ont lutté pour l'autodétermination. Nous voulons réhabiliter une génération : les « **Pères Fondateurs** ». Ceux qui ont eu la grandeur de transcender leurs clivages pour conduire notre pays à la souveraineté pleine et entière. Ce sont des symboles que nous comptons faire vivre dans la conscience du citoyen. Un projet réaliste et réalisable que nous avons proposé, avec le projet de « **conférence nationale** ». Il faut reconnaître que le discours du président Alpha « **de prendre la Guinée là où Sékou Touré l'avait laissé** » nous y avait encouragé. Mais très vite, nous nous sommes rendus compte que c'était un discours de bravade. Parce que toutes nos démarches sont restées sans réponses. Des courriers adressés au président Alpha dans lesquels nous avons sollicité une cérémonie de réhabilitation nationale, où nous avons sollicité que le marché Mbalia reprenne son nom, le transfèrement de la dépouille du camarade Béavogui au mausolée des Héros... Mais le président Alpha lui-même a fait montre de mépris à l'endroit de la mémoire de l'Homme du 28 septembre.

Il faut préciser que NKrumah, Sékou et Modibo sont le trio qui a milité pour la réalisation de l'unité africaine. Mais contrairement à IBK qui a réhabilité Modibo, contrairement à Rawlings et à ses successeurs qui honorent au quotidien N'Krumah, la classe politique guinéenne a manifesté tout son mépris à la mémoire de l'Homme du 28 septembre et de ses compagnons. Pendant que des députés de l'UFDG insultaient le président Sékou Touré à l'assemblée, le président Alpha lui, de façon insidieuse, faisait tout pour ne pas l'honorer, alors qu'un simple décret suffit par exemple pour restituer à sa famille les cases de la Belle-vue. Un refus total que nous comprenons d'ailleurs, parce qu'une fois la vérité réhabilitée, chaque Guinéen comprendra que le modèle à suivre n'est ni cette mouvance, ni cette opposition d'intérêts, ni quiconque ayant embrassé une voie autre que celle de la défense de l'intérêt général, de la sauvegarde de l'unité et de l'indépendance nationales. Une fois la vérité réhabilitée, chaque Guinéen comprendra que le Héros c'est Sékou et ses compagnons. Et c'est cette vérité qui est une violence morale pour ces politiciens de confort, qui n'ont défendu que leurs petits intérêts. Donc la réhabilitation des Pères revêt un caractère moral dans ce sens que cela permet d'encourager les futures générations à moraliser, positiver leurs démarches. Nous vous prions donc, chers Président et membres du CNRD de faire preuve de justice et de:

- **restituer les biens personnels du Président Sékou Touré à sa famille** (il faut préciser que la plus part de ces biens ont été acquis avant l'indépendance)
- **renommer le marché Mbalia de son ancienne appellation**
- **baptiser l'aéroport international de Gbessia au nom de son bâtisseur** (Ahmed Sékou Touré)
- **instaurer la fête nationale le 9 février comme c'était le cas.** Il faut préciser que le 9 février est la date de l'assassinat de l'icône nationale de l'indépendance Mbalia CAMARA.
- **Baptiser des parterres, des infrastructures scolaires, sportives, des voies à leur honneur. Comme eux, ils l'ont fait pour tous les résistants guinéens et africains.** Chers Président et membres du CNRD, au besoin, nous vous soumettrons nos projets de conférence nationale et de réhabilitation des Pères Fondateurs. Nous sommes prêts à vous y accompagner.

2. Pour la Refondation du système politique

- **Restaurer les mécanismes de souveraineté populaire** L'indépendance n'a de sens que si elle peut permettre au citoyen de savourer les délices de sa liberté. La souveraineté populaire appartient au peuple qui l'exerce directement à travers des structures démocratisées à la base: le veto populaire, l'initiative populaire, le mandat impératif, les structures populaires de base, un droit d'initiative au niveau législatif... Nous pensons également proposer la constitutionnalisation du référendum d'initiative citoyenne ou populaire, permettant aux guinéens de pouvoir proposer, refuser ou améliorer les lois auxquelles ils sont soumis
- **L'instauration d'un système de démocratie semi-participative** La démocratie semi-participative est la forme la plus appropriée pour les pays comme les nôtres, et nous la proposons énergiquement contre ceux qui la jugent inefficace, trop lente ou même dépassée. La démocratie semi-participative est supérieure à la démocratie exclusivement parlementaire en ce que le peuple souverain peut exercer son pouvoir non seulement en élisant le Parlement, mais aussi en prenant position régulièrement sur des sujets d'intérêt spécifiquement vital depuis des structures démocratisées à la base. Nous voulons un ordre social nouveau. Un ordre social « inclusif » qui englobe chaque citoyen, un système qui n'exclue personne et qui vise à associer et à faire participer chaque guinéen à la vie de la société, depuis des structures de base.
- **La double fonction du mandat impératif sur le mandat représentatif** la plus grande réussite du système semi-participatif, c'est qu'il peut permettre à la fois au citoyen de participer à la vie démocratique, sans pourtant renoncer à sa représentation nationale. Ce qui facilite cette double fonction. Le mandat impératif permet au citoyen électeur de solliciter auprès de la représentation la révocation d'un élu s'il est établi que ce dernier ait trahi ses promesses de campagne.
- **L'enracinement local de notre modèle démocratique** Autant la forme démocratique de l'État nous tient à cœur, autant il nous importe aussi de fixer ses limites. Parce la démocratie est la dictature de la majorité, il faut éviter que les majorités une fois au pouvoir, puissent abuser de leurs mandats comme nous le voyons aujourd'hui. Raison pour laquelle des structures locales devraient être mises en place pour que le citoyen puisse depuis son village ou son quartier, participer à la vie nationale. Ces structures de base elles-mêmes élues par les citoyens de chaque village ou quartier. Cette participation citoyenne permettra au peuple d'être maître de son destin, même s'il sera représenté par d'autres citoyens au sein de la représentation nationale.
- **Instaurer le financement public pour les partis les plus représentatifs** Une démocratie dans laquelle les partis sont dépendants financièrement de dons privés devient une démocratie des lobbys et autres groupes d'intérêts financièrement puissants. Nous voulons des partis forts et libres de toute influence étrangère. Ainsi, nous proposons un financement public des partis les plus représentatifs. Et pour garantir le débat démocratique, il faudrait une loi sur la transparence et le plafonnement du financement des partis et des campagnes politiques.
- **Institutionnaliser l'armée comme moyen de sauvegarde de la légalité constitutionnelle** le meilleur rempart à la violation de la constitution reste l'armée. Le Président de la République, en tant que garant de la constitution peut être amené à vouloir la modifier pour

se maintenir au pouvoir. Il faudrait dans ce cas, des verrous institutionnels et légaux à ce potentiel abus de pouvoir. Seul le pouvoir arrête le pouvoir. Raison pour laquelle le Haut Commandement militaire doit être institutionnalisé à faire respecter, *en dernier ressort*, la constitution. Elle doit veiller scrupuleusement au respect de la légalité démocratique et imposer au besoin, les principes de la constitution. En aucun cas, les officiers ou sous-officiers ne devraient profiter de la cacophonie pour prendre le pouvoir.

Il est à préciser cependant que dans cette configuration, **l'armée reste soumise à la constitution, pas au politique. Et si elle doit obéissance au Commandant en Chef, le Président de la République, les ordres doivent être cependant conformes à la constitution et au code militaire.**

- **Sortir de la culture de la conflictualité politique pour un modèle plus apaisé** En Guinée comme partout ailleurs en Afrique francophone, des tensions sociales, des déchirures politiques et sociales fusent. Nous devons sortir de la culture de la conflictualité politique en faveur d'une culture plus consensuelle, plus apaisée, plus complémentaire de la vie politique.

Par exemple : En cas d'élections, un quota de 1/3 des nominations doit être réservé au parti du candidat malheureux. Sur 20 ministres par exemple, 6 ministres seront proposés par le parti du candidat malheureux. Sur 30 ministres, le quota de 10. Beaucoup de solutions du genre pourraient être mises en place pour stabiliser les institutions. Cette stabilité qui est gage de développement.

C'est avec forte conviction que nous affirmons que la Guinée est capable de produire un système propre de démocratie, qui satisfasse au besoin fondamental de régulation et de légitimation de la vie nationale. Ce système devrait être bâti à notre sens, sur des structures permettant à chacun, à son niveau, de participer aux prises de décisions lui concernant, et ainsi prendre part à la construction de la Nation. Un modèle qui aura pour socle cinq principes démocratiques essentiels :

× Premier principe

C'est la volonté populaire : une véritable démocratie se construit à la base en se fondant sur le citoyen. Ce dernier doit être libre cependant de déterminer, de contribuer à déterminer son propre système démocratique et d'en jouir. Tout tourne autour du citoyen : il détient le droit de vote, c'est lui l'élite. Il détient également le mandat impératif, la liberté de débarquer un élu (maire, député, CRD) à tout moment.

× Deuxième principe

La préservation des libertés individuelles. S'il y a un point positif à tirer de la démocratie libérale, c'est bien la consécration des libertés individuelles : les droits de première génération, inaliénables, imprescriptibles qui consacrent la sacralité de la personne humaine. Autant je suis réfractaire au multipartisme intégral, au parti unique, autant je suis friand des libertés individuelles. C'est des acquis à préserver et à améliorer d'ailleurs.

× Troisième principe

Le troisième principe, c'est d'exclure la violence de notre pratique politique et d'éliminer les facteurs qui les occasionnent. Il est urgent que l'Afrique redevienne cette terre de tolérance, de dialogue, du pardon, d'acceptation de l'autre qu'elle avait été.

× Quatrième principe

L'alternance démocratique et paisible. Il ne sert à rien de lutter contre la violence politique si nous ne résolvons pas de façon radicale la principale cause à la violence politique. Au delà de la limitation du mandat, au-delà du renouvellement du personnel politique, l'alternance politique doit

faire l'objet d'un consensus national, d'une culture démocratique ancrée, d'un mode de vie. Nul ne devrait y déroger. C'est en ce que nous pensons que l'armée soumise à la constitution, devrait en être le dernier rempart.

× Cinquième principe

La dépolitisation de l'administration publique

La neutralité du service public est mise à épreuve par la superpuissance du parti au pouvoir. Il faut sonner la fin de la récréation des « **militants-travailleurs** ». Certains me diront que c'est un principe politique que lorsqu'un parti vient au pouvoir, qu'il gouverne avec ses cadres et militants. Pourquoi alors organiser des concours nationaux de recrutement? Pourquoi passer des années d'études, s'il suffit de militer pour avoir un poste ? Non ! Nous devons abandonner la politique du ventre. Nous pensons quant à nous, que le recrutement des agents de l'État doit faire l'objet d'un concours national de recrutement.

Nous précisons cependant que les fonctions politiques dérogent à ce principe : ministres, diplomates, certains hauts fonctionnaires sont du domaine politique.

Quant à choisir le mode de scrutin, le système pluraliste... quand à choisir entre le multipartisme intégral, le bipartisme, le tripartisme, ou le multipartisme avec parti dominant, nous recommandons de laisser aux peuples le choix de définir eux-mêmes ce qui leur conviendrait, au terme du débat national inclusif que nous prévoyons ou au terme d'un référendum.

3. Pour la lutte contre la corruption

La lutte contre la corruption est une nécessité nationale visant à rechercher l'efficacité gouvernementale. Elle vise une politique de gestion saine et efficace de l'État.

La Guinée est un pays de paradoxes, un pays riche, généreusement doté par la nature mais qui se trouve parmi les pays les plus pauvres. Ce paradoxe s'explique par les conditions de son accession à l'indépendance et les multiples actes de sabotage ourdis par l'ancien colonisateur pour asphyxier la jeune République. Mais aussi, par la corruption généralisée que notre pays a connue durant ces dernières décennies, l'instabilité politique et sociale, la délinquance financière des hauts cadres de l'État sont entre autres les raisons qui ont accéléré la descente aux enfers de notre pays.

Comment et pourquoi la Guinée peut manquer d'infrastructures scolaires, universitaires de qualité ? Pourquoi nos dirigeants, eux-mêmes continuent d'aller se soigner en occident ? Comment et par quoi explique t-on le chômage massif de la population active ? Où vont les dizaines de milliards de dollars us de Produit Intérieur Brut ?

En détournant à leur profit l'argent de tous les guinéens, en dilapidant les deniers publics, en méprisant, au de-là de toute décence l'intérêt général, certains cadres devraient être tenus pour responsables, de la misère dans laquelle croupissent aujourd'hui des millions de guinéens. Ces élites corrompues sont responsables de l'état de déliquescence de notre pays. Pas d'hôpitaux performants, pas d'infrastructures scolaires et universitaires dignes du nom, l'avenir de la jeunesse sacrifié à l'autel de la corruption, etc. Parce que les richesses nationales qui devraient servir à financer les services sociaux de base: l'eau et l'électricité, les infrastructures routières, scolaires et universitaires sont dilapidées par une petite minorité d'affairistes sur le dos de cette grande majorité laissée pour compte. Les ressources minières qui devraient contribuer à financer les autres secteurs de l'État font l'objet d'une gestion calamiteuse. La corruption est aujourd'hui la principale cause du malheur du citoyen guinéen. Ne nous étonnons pas que notre pays très riche se retrouve encore malheureusement parmi les plus pauvres. C'est tout simplement parce que les fonds alloués au développement, sont détournés et réorientés à des fins d'intérêts d'une poignée de personnes.

Au regard de ces effets dévastateurs, nous ne pouvons que saluer la volonté affichée qui est la vôtre d'assainir les écuries. Cependant nous souhaitons que cette démarche soit débarrassée de toute partisanerie ou sélectivité. Pour les mêmes crimes commis, les uns et les autres doivent passer subir la rigueur de la loi. Nous ne le demandons pas dans un esprit revanchard, mais il faut que les responsabilités individuelles soient situées pour que l'impunité ne triomphe plus. Raison pour laquelle nous recommandons que les audits s'étendent sur la période allant de 1984 en 2021. En le faisant, vous auriez fait preuve de justice. Nous proposons pour le futur :

- **Un meilleur traitement des travailleurs du secteur public:** une meilleure rémunération et une amélioration des conditions de vie des travailleurs, des privilèges s'y afférant.
- **Une lutte accrue contre l'impunité** par l'organisation et la publication des audits et le respect des principes juridiques en vigueur. Nous proposons à cet effet, la publication des audits déjà réalisés en 2010 et la réalisation d'autres audits sur le régime déchu.
- **La digitalisation des services de l'administration publique et le contrôle des données en amont**
- **Un code d'éthique et de moralité pour les recrutements de hauts fonctionnaires** des critères de choix strictes doivent être mis en place pour purifier le sommet de l'État ☹ **Un contrôle de gestion interne ;**

- **La création des institutions pour la bonne gouvernance et le contrôle de l'action publique** : à cet égard, une institution « **vérificateur général** » serait plus efficace que le médiateur de la République.

4. La rédaction de la constitution

Cette étape requiert la participation de toutes les composantes de la Nation. Depuis des décennies, nos populations se sont vues imposer des lois fondamentales taillées à la mesure de l'élite. Le citoyen s'est toujours vu embarqué dans des aventures auxquelles il est étranger. Je suis de ceux qui partagent cette citation de Jean Jacques Rousseau : « **M'imposer une loi dont je n'ai pas participé à la rédaction, est une tyrannie** ». Pour une fois, consultons les citoyens sur leurs destins. **Partons des conclusions de la conférence nationale** pour rédiger une constitution consensuelle et représentative de l'avis du peuple dans sa diversité. Vouloir imposer une loi fondamentale comme le protocole d'accord de Ouaga, c'est non seulement servir les caprices d'une clique de politiciens, mais c'est surtout créer les conditions d'un potentiel retour à une autre transition. Si la volonté populaire est la véritable source du droit et de la démocratie, alors que le peuple soit consulté sur les lois auxquelles il sera soumis. Que le citoyen depuis la base soit associé à la législation à laquelle il sera lié. Que la volonté populaire se consacre une fois pour toute.

5. Pour l'assainissement du fichier

En lieu et place d'un assainissement du fichier électoral ou d'un quelconque toilettage, nous recommandons un nouveau fichier. Un fichier qui ferait consensus entre les parties prenantes. Il faut une nouvelle cartographie, un nouveau recensement général de toute la population. Notre pays dans ce domaine également regorge de brillantes compétences pouvant servir à cela. Nous recommandons de réaliser :

- un recensement numérique général de la population. Tout guinéen jusque dans les hameaux les plus reculés, doit être inscrit sur un fichier national général. Une procédure stricte et digitalisée de recensement des citoyens sur l'étendue du territoire et à l'étranger.
- Une cartographie représentative de la densité de nos populations
- La mise en place d'une CENI technique dont les membres seront désignés pour leur neutralité.

DEUXIÈME PARTIE : RECOMMANDATIONS

Messieurs/Dames du Comité National du Rassemblement pour le développement, en proclamant notre volonté à vous accompagner pour le retour à l'ordre constitutionnel, nous formulons ici des recommandations. Comme sus mentionné, le seul intérêt d'une transition aujourd'hui, c'est qu'elle soit une dernière et définitive transition. Parce que nous ne pouvons pas bâtir un État fort si nous fonctionnons en dents de scies.

● **Dialoguer avec le président Alpha Condé en vue d'une issue favorable à chacun**

Ayons le courage de la vérité ! Nous sommes dans un régime d'exception. Malgré l'adhésion populaire que suscite votre action, le régime reste illégal et souffre de toute reconnaissance sur le plan régional et international. Le contexte international n'est plus favorable au putsch, encore moins au pouvoir militaire. Le monde dit civilisé se fonde sur les principes anciens de Cicéron qui, en réponse à la citation de César selon laquelle « **sans légion, point de République** », renchérit : « **Que les armes cèdent à la toge** ». C'est là que se consacre la soumission de l'armée à un pouvoir civil élu. Ainsi, si la puissance de feu est indispensable pour la survie de toute République qui se veut libre, la soumission de cette puissance à un exécutif civil est nécessaire pour la stabilité des

institutions. Il est donc clair que votre régime n'a de responsabilité légale que dans l'ordre interne. **Ceci est une vérité tangible.**

Cependant face au dualisme « juger Alpha Condé/ libérer Alpha Condé » nous vous recommandons quant à nous, d'instaurer une dynamique de dialogue avec l'homme. Il est certes le premier responsable de tout ce grabuge, mais pas le seul. Le juger, équivaldrait à votre propre procès. Sa mort non plus ne vous grandira pas. Le libérer sans compromis solide, vous exposerait à sa capacité de nuisance. L'honnêteté intellectuelle exige d'avouer qu'il dispose d'amitiés solides dans l'ordre international. Et si vous êtes le chef de l'État, président de ce régime de transition, Alpha Condé reste juridiquement le Président de la République jusqu'à l'élection d'un nouveau Président de la République. Nous sommes une République désormais, l'on ne devient président que par élection. Même après la rédaction d'une nouvelle constitution, c'est à dire nous serions dans une nouvelle République. Mais le premier président de cette nouvelle République, sera celui qui sera élu. Votre éventuelle prestation de serment sur cette nouvelle constitution ne sera qu'une autre confusion constitutionnelle, mais ne vous conférera pas le statut de Président de la République.

Donc le dialogue reste la solution. Dialoguez avec lui, associez certains proches de lui ou la communauté internationale. Obtenez des garanties solides avant de le libérer. Les crimes de son régime dont il en est le principal responsable, peuvent être entre autres choses, l'épée de Damoclès pouvant le faire plier. Dialoguez avec lui, obtenez des garanties solides, offrez-lui une amnistie conditionnée à sa retraite et libérez-le. **Le vieux a besoin de retraite.**

- **Respectez les libertés fondamentales et les procédures judiciaires**

La liberté d'expression, de manifestation, de culte... sont des droits de première génération. Inaliénables et imprescriptibles, ils sont inhérents à la personne humaine. Nul ne peut entraver leur exercice et nul ne peut s'en défaire soit-même. Il serait intolérable de prétexter cette situation d'exception pour justifier des violations ou privations de libertés. Les droits de première génération se respectent même en temps de guerre. Donc nous vous recommandons de veiller au respect des procédures d'interpellations, d'audits ou d'expropriation. « En droit, la forme commande sur le fond ».

- **Évitez une justice sélective**

Nous saluons votre volonté de placer la justice au cœur de votre action. Le déficit de justice reste l'un des principaux problèmes de notre système de gouvernance. Cependant, en Guinée le changement de régime rime souvent avec une justice expéditive, une répression souvent exercée au nom de la justice contre les anciens dignitaires du régime déchu. Aujourd'hui les mêmes pratiques guettent votre régime. Nous vous recommandons de veiller à ce que des adversaires n'exercent leurs vengeances dans votre dos, au nom d'une prétendue justice. Nous soutenons sans réserves votre volonté de réaliser une société égalitaire et de justice sociale. Raison pour laquelle nous vous invitons d'éviter une justice sélective. Parce qu'elle est pire que l'injustice. Parce que la vengeance ce n'est pas la justice. La justice des vainqueurs non plus, encore moins une chasse aux sorcières au nom de la justice. Pire! une justice sélective au nom de laquelle et pour les mêmes infractions, les uns devraient être jugés et les autres, protégés.

Aujourd'hui Nanfo Ismaël Diaby croupit en prison pour avoir simplement prié dans sa langue. Alors qu'aucune disposition légale ne prévoit une telle infraction. La justice dans ce dossier, sert de bras armé pour appliquer une décision infondée de la ligue islamique, qui elle, commet l'infraction face à la législation en vigueur dans notre pays. Je voudrais rappeler ici que la Guinée a ratifié des traités internationaux qui protègent les droits des minorités ethniques et religieuses sur son sol. Nous

recommandons humblement sa libération. De même celle de la courageuse militante Fatou Doumbouya Bangoura qui a osé critiquer les dérives de Dr Diané au sein du RPG. Elle a été cueillie et amené dans un endroit jusque là tenu secret.

- **Privilégiez le calendrier de la refondation à celui des élections**

Une transition qui obéit au seul calendrier des élections nous condamne au perpétuel recommencement. P. Chesterfield disait : « tout ce qui mérite d'être fait, mérite et exige d'être bien fait ». S'il doit y avoir transition, faisons une dernière et définitive transition. Parce que le seul intérêt de rupture de l'ordre constitutionnel doit être l'opportunité de refondation de la Nation, permettant de mettre en place les bases d'une véritable société égalitaire et démocratique. En vous invitant donc à établir un calendrier pour le retour à l'ordre constitutionnel, nous vous recommandons de prendre le temps nécessaire pour réussir cette dernière et définitive transition. Quant aux politiciens de confort qui s'agitent ci et là, il est temps de rappeler à tout le monde que l'époque des intérêts particuliers est révolue.

- **Préservez les acquis de l'indépendance et valorisez les ressources**

La mission principale que se sont assignés les panafricanistes que nous sommes, reste la réalisation d'une Afrique unie, libre, indépendante et prospère. Notre préoccupation d'aujourd'hui réside donc dans la préservation des acquis de l'indépendance et la revalorisation des contrats miniers. L'une des réussites du président Alpha Condé réside là :

- **Il a réussi récupérer les 2 blocs de Simandou.** Il faut rappeler que le magnat franco-israélien était en conflit avec la Guinée dans ce dossier et c'est la Guinée qui gagné la partie. De 170 millions de dollars, nous avons réussi à signer un contrat de 14 milliards \$ us avec la Chine. Il faut Cependant veiller à ce que nous obtenons au titre de ces 14 milliards \$ us. Parce que la valeur de ces 14 milliards ne devrait se résumer à la construction d'un chemin de fer et de quelques infrastructures. En pratique, si la Chine devrait exploiter les deux blocs de Simandou pendant 25 ans, qu'est ce que nous y gagnons en contrepartie? Un chemin de fer et quelques infrastructures suffisent-ils à combler la valeur sur le marché de 14 milliards \$ us? Sans parler du fait que les travaux sont réalisés par des entreprises chinoises, avec des ouvriers chinois... Au delà de ce contrat de Simandou, nous vous prions de maintenir les avantages du code minier en faveur de notre pays, et améliorer les aspects peu rentables.
Mais ne reculez jamais sur les acquis.
- **Le régime du RPG a également réussi à préserver les acquis de la défense nationale.** La création du prestigieux *Groupement des Forces Spéciales* en est une fidèle illustration. Par exemple lors de l'épidémie Ebola, Alpha Condé avait refusé l'implantation d'une base militaire française. Le Général Lansana Conté aussi, avait refusé l'arrivée des forces militaires étrangères en Guinée lors des incursions rebelles en 2000. Il faut dire que le ton avait été donné par le Président Sékou Touré, qui avait rejeté toute aide de combattants militaires lors de l'agression portugaise de 1970. C'est donc une tradition guinéenne de nous libérer par nous-mêmes. *Dans ce sens, l'armée guinéenne a notre confiance.*
- **Il a également réussi à préserver notre souveraineté monétaire.** Nous le savons tous, l'élite corrompue franc-africaine profite de ce système depuis des années, si elle ne compte pas renoncer aux ristournes du système Franc CFA. Alors elle use de ses pions pour récupérer le vieux projet Guinéo-ghanéen de monnaie commune ouest africaine. Le président Alpha Condé a joué un rôle stratégique pour empêcher cette catastrophe. Il vous revient à vous désormais jusqu'à l'élection d'un nouveau Président de la République, de veiller à ce que la Guinée, le Ghana et le Nigeria continuent de défendre ensemble ce vieux projet de souveraineté monétaire.

- L'intégrité du territoire, la défense nationale et la monnaie nationale sont les trois attributs de la souveraineté. Il vous revient désormais d'y veiller en ces temps de grands bouleversements géopolitiques. Nous ne vous apprenons rien lorsque nous disons que les États n'ont pas d'amis, ils n'ont que des intérêts. Nous ne vous apprenons rien lorsque nous vous rappelons que notre pays est un pays convoité par les grandes puissances à cause de ses minerais. **RÉFLEXION STRATÉGIQUE !** Il vous revient sur ces question de continuer le président Alpha Condé en bien et améliorer ses ratées. Raison pour laquelle nous parlons de **revalorisation**.

De toute façon notre retour dans le giron colonial ne nous apportera rien, les pays qui y sont, sont les derniers dans les classements mondiaux. Les pays africains qui émergent sont bien les pays qui sont libres de leur choix politiques et économiques. La Côte d'Ivoire qui est le pays francophone noir le plus avancé, est loin derrière l'Éthiopie, le Kenya, la Tanzanie, le Ghana, le Nigeria... Le Rwanda en est une preuve flagrante. Ceux de nos compatriotes qui vous le conseilleront sont soit dans une démarche personnelle dans laquelle ils trouvent leurs comptes.

En nous fondant donc sur ce qui précède, nous vous assurons de notre disponibilité à vous accompagner pour la réalisation de ces objectifs. Le Front Républicain à l'image de notre pays, regorge de compétences jeunes sur le continent et dans la diaspora, prêtes à mettre leurs énergies, leurs expériences à la disposition de la Guinée sous la conduite du CNRD. C'est à cet titre que nous sollicitons un entretien avec le CNRD et son Président en vue d'exposer davantage nos projets de conférence nationale et de refondation de notre Nation.

Vous en souhaitant bonne réception, nous vous prions Messieurs/Dames, d'agréer nos sentiments distingués.

Fait simultanément à Paris et à Conakry, le 02/10/2021

Signé : Kémoko Camara (Porte-parole international du mouvement), Mohamed Sankhon (Coordinateur national du mouvement), Mamadou Cellou Diallo (Secrétaire général), Kaba Sanoh (Coordinateur France du mouvement), Ibrahima Diaby (Coordinateur Belgique du mouvement) et tous les membres et sympathisants du mouvement et mouvements alliés